

L'Égypte à l'heure des choix - Le régime, la mosquée, la rue

Jean-Louis Roy
Président, Droits et Démocratie

Édition [du mercredi 17 mai 2006](#)

Trois forces politiques se disputent l'avenir de l'Égypte: un régime autoritaire dominant depuis plus d'un demi-siècle; les Frères musulmans, qui représentent une force sociopolitique majeure, peut-être la première du pays; une nébuleuse incertaine et éclatée, susceptible de rassembler les forces «libérales» et une partie significative de la société civile.

Dans ce triangle aux pointes inégales, des stratégies de rapprochement et d'opposition défient toute projection crédible. Qui, de ces pouvoirs, du régime, de la mosquée ou de la rue, fera l'avenir de ce pays qui conjugue déficits économique, social et démocratique ?

Les changements annoncés par le régime en 2005 n'auront duré qu'une brève saison électorale, cependant suffisante pour assurer la réélection du président Moubarak et de son gouvernement, suffisante aussi pour que soient de nouveau mises à nu les méthodes inavouables du régime. Des membres de ce dernier donnent raison aux dénonciations des victimes d'une fraude électorale de grande portée.

Aujourd'hui, le principal opposant libéral du régime est en prison. Il attend le verdict d'une cour de cassation dévouée au régime et dont la décision sera sans appel. Une délégation de Droits et Démocratie présente en Égypte ces derniers jours a demandé en vain l'autorisation de rendre visite à Ayman Nour dans la prison principale du Caire.

Aujourd'hui, fait sans précédent, des centaines, voire des milliers de juges sont descendus dans la rue pour marquer leur solidarité à deux de leurs collègues qui ont dénoncé cette fraude électorale. Aujourd'hui et quotidiennement, des membres d'organisations de la société civile sont arrêtés, brutalisés, détenus et «mis hors d'état de nuire».

Bref, le régime utilise tous les moyens à sa disposition pour maintenir un contrôle absolu sur la société égyptienne. Vieille d'un quart de siècle, la loi décrétant l'état d'urgence vient d'être prolongée; les mécanismes d'accréditation des partis politiques et des organisations de la société civile, de leur action, de leurs relations et de leur financement, sont en fait de rigoureux moyens de sélection et de contrôle. Verrouillé, le système politique n'en est pas moins mis à mal.

Mobilisation

Une mobilisation sans précédent de la société civile, d'innombrables organisations de défense des droits humains et d'associations dédiées aux droits des femmes relancent sans répit le débat des valeurs démocratiques, de la réforme institutionnelle, de la séparation des pouvoirs et de la transparence du système électoral. Forts de leur présence au Parlement et de leur indéniable proximité avec les citoyens les plus démunis, les Frères musulmans participent à ce front du refus.

On dit que le régime et les Frères musulmans sont indispensables l'un à l'autre, disposant tous deux de vastes réseaux à l'échelle du pays. Les démocrates égyptiens peinent à se doter d'une telle surface politique, le régime brisant chacune de ses composantes et toute tentative de regroupement. Leurs difficultés sont considérables. Comment faire émerger l'option démocratique dans un système dont les deux composantes principales ne le sont pas ?

Devant eux se trouvent un régime autoritaire et l'option théocratique attrayante par l'espérance de l'alternance qu'elle incarne ainsi que la force d'une action sociale concrète et large, véritable substitut de politiques publiques naufragées. Qui, de ces pouvoirs, du régime, de la mosquée ou de la rue, où les démocrates sont obligés de se replier, fera l'avenir de l'Égypte ?

Ce qui adviendra dans ce pays, la liberté et le développement du peuple égyptien ou son contraire, aura un impact

considérable sur la grande région et dans le monde. À l'échelle planétaire, la reconnaissance des valeurs démocratiques et des droits humains s'en trouvera confortée ou affaiblie.

La loi proclamant l'état d'urgence doit être abrogée en Égypte, les partis politiques, reconnus, et les organisations de la société civile, libérées de la tutelle publique. Avec d'autres pays, le Canada doit prendre acte et soutenir ceux qui y mènent le combat pour la démocratie et les droits humains.

Le silence des parlementaires canadiens est troublant. Il contraste avec les engagements d'autres parlementaires, notamment ceux de l'Union européenne. Sans ces avancées démocratiques, l'option théocratique offerte par les Frères musulmans pourrait s'imposer demain. Un régime autoritaire pourrait ainsi succéder à un autre régime autoritaire.